

«Il y a quelques durs qui veulent casser l'Exécutif des musulmans»

MARTIN BUXANT

Il a été reçu par le Roi, a vu plusieurs fois le Premier ministre Charles Michel, des membres du gouvernement fédéral ainsi que des exécutifs régionaux. L'année qui vient de s'écouler, depuis les attentats de «Charlie Hebdo» et le démantèlement de la cellule terroriste de Verviers, a vu le président de l'Exécutif des musulmans de Belgique, Noureddine Smaïli, passer de l'ombre à la lumière.

Interrogé dans l'émission «Business Seat», le président a, entre autres, tiré la sonnette d'alarme par rapport à certaines pressions exercées à l'intérieur de son institution en vue de l'empêcher de mettre en œuvre certaines réformes.

«Je n'ai qu'une seule ligne, j'estime qu'il faut éviter et refuser la victimisation des musulmans et respecter la loi belge, les valeurs européennes et les droits de l'Homme. Je suis très clair par rapport à cela», dit-il.

«Mais il y a une petite poignée de gens qui essayent de perturber ce vivre ensemble», ajoute celui dont le mandat à la tête de l'Exécutif des musulmans court encore pendant une année et demie. «Ceux-là, nous allons les bloquer. En formant de plus en plus d'imams capables de travailler à la lutte contre la radicalisation. On doit bien admettre cependant qu'une poignée de radicaux essaient de semer la zizanie entre nous, les intégristes, les radicaux, nous allons les bloquer.»

«Mentalité bruxelloise»

Issu de Verviers, Noureddine Smaïli assure que les individus radicalisés qui y ont été repérés par les services de police et qui posent des problèmes sont en réalité originaires de Molenbeek: «la population musulmane de Verviers, elle est parfaitement calme», dit celui qui est par ailleurs imam dans la localité liégeoise. «On a évidemment quelques cas de personnes radicales à Verviers, mais cela reste très marginal. Les problèmes sont plus graves à Bruxelles, la mentalité bruxelloise n'a rien à voir avec la mentalité wallonne et verviétoise.»

«À Bruxelles, il y a parfois un certain esprit de supériorité qui règne. Moi,

LE RÉSUMÉ

Le président de l'Exécutif des Musulmans de Belgique explique que **les réformes et l'ouverture butent encore sur une poignée de durs**, «essentiellement des Bruxellois».

Noureddine Smaïli explique ne pas vouloir de la doctrine salafiste en Belgique et être **opposé au financement des mosquées en provenance de l'Arabie saoudite**.

Pour l'Exécutif des musulmans, **la laïcité de l'Etat n'a pas lieu d'être**: le principe de neutralité garantit déjà à tous les courants philosophiques une coexistence égale.

quand je suis devenu président de l'Exécutif, j'ai tout de suite dû faire face à quelques Bruxellois qui m'ont dit: vous allez avoir des problèmes avec nous. Ils se retrouvent à l'Exécutif des musulmans et aujourd'hui, ils nous cassent les pieds et ils bloquent les réformes que nous voulons entreprendre. Je suis très clair: le vivre ensemble prime, je vais à la synagogue, je vais à l'église», insiste Noureddine Smaïli.

«Il y a des durs à l'Exécutif des musulmans, ils veulent casser l'institution. En fait, ils sont quatre. Ils ne veulent pas nous laisser travailler et réformer. Ce qui les dérange, c'est que je veux travailler d'une manière moderne en lien avec l'administration wallonne et avec le ministère de la Justice. Et ça, j'en ai assez. Je suis ouvert à travailler avec tous ceux qui veulent réformer et faire avancer le vivre ensemble mais aussi le faire ensemble. La citoyenneté, la diversité, c'est une chance.»

Arabie saoudite

Rayon «laïcité de l'Etat», un thème actuellement à l'agenda de plusieurs formations politiques francophones, le président de l'Exécutif musulman juge qu'il n'y a pas lieu de modifier la situation actuelle. «La

neutralité de l'Etat belge, c'est une chose géniale et indispensable, en revanche, je ne souhaite pas avancer vers la laïcité de l'Etat. Je trouve que c'est aller un pas trop loin. La laïcité fait partie des différents courants comme l'islam, la religion catholique ou d'autres courants. Donc l'Etat n'a pas à devenir laïque; il est déjà neutre. Les choses fonctionnent bien comme cela et il n'y a pas de raison de changer».

Autre dossier épineux plus que jamais sur la table politique à l'heure de la lutte contre le radicalisme et le terrorisme: la reconnaissance des mosquées. Pour rappel, celles-ci sont reconnues après un parcours où tant l'Exécutif des musulmans, que le ministère de la Justice et les gouvernements régionaux, ont leur mot à dire. «On doit encore avancer à ce niveau-là», admet l'imam, qui dit être en faveur d'une reconnaissance générale et pour toutes les mosquées: «Sur la reconnaissance des mosquées, il faut avancer: c'est une manière de mieux encadrer les imams, de les outiller pour combattre l'islam radical. Nous sommes favorables à ce que préconise par exemple le ministre Jean-Claude Marcourt: un institut de formation pour les imams. Je suis favorable à ce qu'on pousse toutes les mosquées à demander une reconnaissance.» Actuellement, selon les chiffres de l'EMB, il y a 292 mosquées dans l'espace francophone de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et même pas la moitié sont officiellement reconnues.

Du coup, c'est portes ouvertes au financement alternatif, entre autres celui qui vient de pays prônant un islam radical comme l'Arabie saoudite ou le Qatar. «Le financement en provenance de l'Arabie saoudite, nous avons une position très claire, nous n'acceptons pas cela. Je n'ai rien à faire du wahhabisme et du salafisme, je ne souhaite pas que cela s'implante en Belgique. Nous voulons un islam modéré, un islam ouvert et qui respecte les autres, croyants ou non croyants».

Dès lors, le président voudrait que «toutes les mosquées soient financées par l'Etat et que l'Exécutif des musulmans contrôle les imams, c'est la meilleure des solutions», conclut Noureddine Smaïli.